



Extrait du www.acdn.net

<https://acdn.net/spip/spip.php?article56>

Canicule, nucléaire et démocratie

- Accueil - Actualités - Communiqués -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Tirant les " leçons de la canicule " dans " Sud-Ouest " du jeudi 4 septembre 2003, M. André Berger, directeur de l'Institut d'Astronomie et de Géophysique de Louvain La Neuve (Belgique) affirme " qu'enfin, il ne faut pas hésiter à utiliser l'énergie nucléaire dans tous les pays démocratiques où la sécurité est garantie ". Cette " leçon " vient pourtant de recevoir un démenti cinglant : c'est justement le pays le plus " nucléarisé " au monde, la France, qui a haussé la canicule au rang de catastrophe nationale et humanitaire ! Les centrales nucléaires, dont le fonctionnement est lui-même très gravement " atteint " par la chaleur, auront bien du mal à satisfaire les besoins en climatisation, dont EDF sait surtout faire la publicité.

Cette " solution " au problème de " l'effet de serre ", chère au lobby nucléaire, n'est pas seulement absurde ; elle représente un mensonge intéressé ou une dangereuse illusion. L'électricité d'origine nucléaire couvre actuellement moins de 7 % de la consommation énergétique mondiale. Elle ne permettra jamais de répondre aux besoins des pays en développement (d'ailleurs soumis en général à un climat plus chaud que le nôtre), à moins de les y semer comme de l'ivraie. Et plus la technologie nucléaire se répandra, plus le risque qu'elle soit détournée à des fins militaires augmentera. Le récent exemple de la Corée du Nord le prouve : aucun engagement, aucune mesure de précaution ou de surveillance ne sauraient empêcher un Etat de fabriquer sa Bombe, s'il y est déterminé ; tout au plus peuvent-ils le retarder.

Certes, la RDCN est un Etat dictatorial. Mais un Etat démocratique (comme en son temps la République de Weimar) peut toujours cesser de l'être. Ou encore il peut, comme l'a fait la France, décider un jour de se doter d'armes atomiques, et profiter de la technologie et des matériaux fissiles tirés de ses centrales ou " justifiés " par elles. Cette tentation sera d'autant plus grande dans ces pays qu'ils sont exaspérés par l'attitude inqualifiable des Etats nucléaires signataires du Traité de Non-Prolifération. En mai 2000, ceux-ci s'étaient engagés à entreprendre l'élimination de leurs propres arsenaux nucléaires en contrepartie du renoncement des autres Etats. Depuis, ils n'ont pas tenu la moindre réunion à ce sujet et développent au contraire de nouvelles armes de destruction massive.

Ajoutons que le nucléaire fait reculer la démocratie partout où il pénètre, même en habits civils. Il implique une hypercentralisation des décisions et cultive le secret (qui vient d'être renforcé chez nous par l'introduction du " secret défense ", pour motif de menaces terroristes). Ainsi, en France, on n'a jamais consulté le peuple ni sur le choix de l'énergie nucléaire, ni sur la création d'une " force de frappe ". Ce n'est pas un hasard. C'est " l'effet nucléaire " : l'antithèse de la démocratie.

Enfin, qui déterminera le caractère " démocratique " d'un pays auquel on souhaite vendre de la technologie ou des centrales nucléaires ? Et selon quels critères ? On ne s'en est pas embarrassé pour en fournir à Israël, qui dispose aujourd'hui de centaines de bombes atomiques, ou à Saddam Hussein (réacteur Osirak, dit " de recherche ", anéanti par l'aviation israélienne...), dont il a fallu ensuite détruire toutes les installations à l'occasion de la " guerre du Golfe ". Aujourd'hui, EDF vend des centrales à la Chine : est-ce un Etat démocratique ?

En réalité, le seul moyen d'éviter à la fois la production de déchets radioactifs ingérables, le risque de catastrophes du type de Tchernobyl, et la prolifération des armes de destruction massive tant nucléaires que " substitutives " (chimiques, biologiques), c'est d'interrompre purement et simplement toutes les nucléaires, et de programmer pour nous-mêmes la fermeture la plus rapide possible des centrales existantes. C'est économiquement, techniquement et socialement faisable, pourvu qu'on en ait la volonté politique. Il existe des moyens de lutter contre l'effet de serre autrement plus sûrs et rationnels que la diffusion du VNMC (Virus Nucléaire Militaro-Civil). On les connaît, il faut seulement vouloir y recourir.

Civil et militaire, il faut sortir du nucléaire. La paix, le désarmement, la démocratie et la survie de la planète l'exigent.